

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 28/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERE DE BOULBON

Le Grand Defens 13150 BOULBON

rapport envoyé à
Carrières et Béton Bronzo Perasso
Chemin du Vallon de Toulouse
BP 538
13 422 Marseille cedex 10

Références : D-00551-2022
Code AIOT : 0006401322

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement CARRIERE DE BOULBON implanté Le Grand Defens 13150 BOULBON. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE BOULBON
- Le Grand Defens 13150 BOULBON
- Code AIOT : 0006401322
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société Carrières et Bétons Bronzo Perasso (CBBP) exploite une carrière de roches massives située sur le territoire de la commune de Boulbon (Bouches-Du-Rhône), au lieu-dit "le Grand Defens". Ses activités sont autorisées par arrêtés préfectoraux du 17/09/2021 et du 06/06/2002, jusqu'au 06/09/2025. Elles

relèvent notamment des rubriques 2510-1 et 2515-1-a de la nomenclature des ICPE.

En décembre 2021, la société CBBP a déposé auprès des services de la préfecture un dossier relatif à la procédure d'acceptation préalable et aux contrôles des matériaux inertes extérieurs (déchets inertes du BTP) pour le site de Boulbon, en application de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2022 relative aux registres déchets ;
- respect des prescriptions de l'arrêté ministériel du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- statut administratif des installations (rubrique 2517).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques	Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 I	/	Sans objet
8	Traçabilité des terres excavées – RNDTS	Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-43-1 II	/	Sans objet
9	situation administrative 2517	Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512.7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	/	Sans objet
3	contrôle visuel et vérification	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	/	Sans objet
4	accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	/	Sans objet
5	registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	/	Sans objet
6	accès	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 3 non-conformités au cours de cette visite. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, procédure d'acceptation préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :

<ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p> <p>Constats du 29/09/2022 : Les documents consultés lors de la visite d'inspection font apparaître que les déchets inertes acceptés sur le site ne relèvent pas des codes 17 05 04 et 20 02 02 et ne proviennent pas de sites contaminés.</p> <p>Le site ne reçoit pas à ce jour d'enrobés bitumeux relevant du code 17 03 02. Toutefois, la procédure mise en place par l'exploitant prévoit que les déchets d'enrobés bitumeux ne pourront être acceptés que s'ils ont fait l'objet d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron ni amiante.</p> <p>Le jour de l'inspection, les bordereaux consultés font apparaître la réception de déchets inertes sur le site, correspondant uniquement à la liste des déchets de l'annexe I de l'arrêté Ministériel du 12/12/2014 (bien que la procédure reçue le 22/12/2021 prévoit la possibilité de réceptionner des déchets de l'annexe 2 de l'arrêté Ministériel du 12/12/2014).</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>
--

N° 2 : document préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, document préalable
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonne <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents</p>

intermédiaires, le cas échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats du 29/09/2022 : L'activité de réception des inertes a débuté en octobre 2021. Les documents préalables présentés laissent apparaître :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets concernée en tonne

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : contrôle visuel et vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, vérification et contrôle visuel (entrée et déchargement)

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

Constats du 29/09/2022 : Le salarié a bien expliqué le mode opératoire d'acceptation préalable, le contrôle visuel à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le mode opératoire est décrit dans la procédure reçue le 22/12/2021.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : accusé de réception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, accusé d'acceptation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ;- la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats du 29/09/2022 : Existence d'un accusé d'acceptation au producteur de déchets et mentionnant la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ainsi que la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, registre d'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;- le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats du 29/09/2022 : le registre présenté précise : <ul style="list-style-type: none">- l'accusé d'acceptation des déchets ;- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; L'exploitant déclare que depuis le début de l'activité aucun refus n'a été délivré.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.</p>
<p>Constats du 29/09/2022 : Le site est fermé par un portail. Deux panneaux sont visibles à l'entrée. Lors de la visite du site des panneaux indiquant le sens de la circulation aux véhicules est présent. Le site est placé sous vidéo protection. L'exploitant indique que la clôture est constituée de trois fils. Tous les 50 mètres un panneau précise l'interdiction de rentrer. La vérification par sondage de la présence de la clôture a été effectuée à l'entrée du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traçabilité des terres excavées – Tenue des registres chronologiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2021, article Article R. 541-43-1 I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité tenue d'un registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les personnes produisant ou expédiant des terres excavées et des sédiments, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de terres excavées et sédiments, et les personnes valorisant des terres excavées et des sédiments tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition et de la réception de ces terres et sédiments.</p>
<p>Constats du 29/09/2022 : L'exploitant procède par des apports à la valorisation de terres excavées sans avoir mis en place un registre chronologique au titre de l'article R. 541-43-1 I du code de l'environnement (arrêté 31/05/2021)</p>
<p>Observations : L'exploitant devra avoir mis en place au 01 janvier 2023 un registre au titre de l'article R. 541-43-1 I (cf. Point de contrôle n°8)</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8: Traçabilité des terres excavées – RNDTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article Article R. 541-43-1 II	
Thème(s) : Actions nationales 2022, Traçabilité déclaration au RNDTS	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des terres excavées et sédiments ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données.	
Constats du 29/09/2022 : Absence d'enregistrement des données dans le registre national des terres excavées et sédiments.	
Observations : L'exploitant devra avoir mis en place au 01 janvier 2023 l'enregistrement et la transmission des données sur l'espace dédié.	
Type de suites proposées : Susceptible de suites	
Proposition de suites : Sans objet	

N° 9 : situation administrative 2517

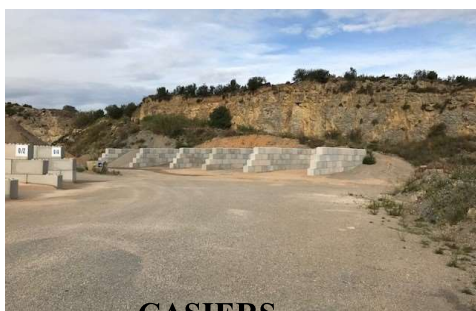
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2020, article L.512.7
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2517
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. Rubrique 2517 : Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m ² 2. Supérieure à 5 000 m ² , mais inférieure ou égale à 10 000 m ²
Constats : du 29/09/2022 : Lors de la visite du site, il est constaté des casiers récents (a minima 13) disposés de part et d'autre des voies de circulation et sur une distance assez longue. Deux casiers sont positionnés dans une zone de repli en amont des 13 casiers.

Une dizaine environ de big bag remplis de produits minéraux sont entreposés à part sur une autre zone à l'intérieur du périmètre de l'ICPE. L'exploitant déclare ne pas les ensacher sur place.

Certains casiers sont vides et d'autres remplis de produits minéraux, de différentes granulométries. Cette activité commerciale de distribution de produits minéraux à destination des professionnels et des particuliers relève de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas informé Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône de la création de cette installation de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes, préalablement à sa réalisation.



CASIERS



CASIERS

CASIERS

Observations : L'exploitant doit, sous 1 mois à compter de la réception du présent rapport, porter à la connaissance de monsieur le Préfet l'ajout de cette nouvelle activité, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet